

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Maintenance du Réseau d'Éclairage Public

REGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure adaptée

Section 1 : Acheteur Public

Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : Commune de VENDENHEIM

Adresse : 12 rue Jean Holweg

Code postal : 67 550

Localité/ville : VENDENHEIM

Pays : FRANCE

A l'attention de : M. Philippe Pfrimmer
Tél. : 03 88 69 40 20

Courrier électronique (mail.) mairie@vendenheim.fr

Section 2 : Objet du Marché

2.1 Description

2.1.1 Objet du marché : **Maintenance du réseau d'éclairage public et petits travaux de la collectivité territoriale :**
- Lot 1 : maintenance préventive systématique,
- Lot 1 : maintenance corrective, tournée d'inspection
- Lot 2 : petits travaux d'entretien
- Lot 3 : option, maintenance d'un poste HT

2.1.2 Type de marché : marché à bons de commande

S'agit-il d'un marché à tranches ? Non ☒ Oui ☐

Division en lots non séparable ? Non ☐ Oui ☒

Les variantes seront-elles interdites ? Non ☒ Oui ☐

Si oui, préciser sur quels points du cahier des charges elles seront interdites (le cas échéant) :
.....

2.2 Quantités à fournir

Les prestations de maintenance portent sur foyers lumineux et sur armoires.

2.3 Montant total des bons de commande

Le montant total des bons de commande, pour chacune des périodes du marché, est compris entre un minimum et un maximum tels que définis dans l'acte d'engagement.

2.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification par la collectivité territoriale au titulaire. Il sera ensuite reconduit tacitement à chacune de ses dates anniversaires pour 3 périodes successives d'un an sauf résiliation par la collectivité territoriale ou le titulaire. La durée totale du marché ne peut excéder 4 ans à compter de sa date de notification par la collectivité territoriale au titulaire. Les modalités de résiliation ou de reconduction sont décrites dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) portant sur la maintenance du réseau d'éclairage public.

Section 3 : renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

3.1 Conditions relatives au marché

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs attributaire du marché (le cas échéant) :	Groupement solidaire
Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements solidaires. En outre, un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement solidaire pour le marché.	

3.2 Conditions de participation (critères de sélection)

Renseignements concernant la situation propre **de l'entrepreneur** ou, en cas de groupement, **de chaque membre du groupement**, justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique conformément à l'ordonnance 2015-899 et au décret 2016-360 et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise :

3.2.1	<u>Statut juridique et capacité professionnelle - références requises :</u> <ul style="list-style-type: none"> Justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, le cas échéant ;
3.2.2	<u>Capacité économique et financière – références requises :</u> <ul style="list-style-type: none"> déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices ;
3.2.3	<u>Capacité technique - références requises :</u> <ol style="list-style-type: none"> déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ; présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ; indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée ; déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution de l'ouvrage et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage ; certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;
3.2.4	<ol style="list-style-type: none"> documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement solidaire, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises (remplir et joindre le formulaire DC4) ; si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, justifiant : <ul style="list-style-type: none"> a) que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation b) que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir c) que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.

3.3 Certificats à produire par le candidat retenu provisoirement

Les certificats mentionnés à l'ordonnance 2015-899 et au décret 2016-360 devront être produits par le candidat retenu provisoirement dans les 10 jours à compter de la date d'envoi de la demande de la personne responsable du marché à ce candidat. Si le candidat retenu provisoirement ne produit pas ces certificats dans ce délai, son offre sera rejetée.

3.4 Conditions de résiliation en cas de renseignements inexacts

En cas d'inexactitude des renseignements prévus dans l'ordonnance 2015-899 et le décret 2016-360, le marché est résilié aux torts du cocontractant. Est alors prévu la reprise en régie des prestations prévues au marché. Les excédants de dépense résultant de la mise en régie après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Section 4 : Critères d'attribution

4.2 Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous

1. Temps impératif de réponse (le candidat doit **IMPERATIVEMENT** indiquer dans l'acte d'engagement son temps impératif de réponse en ce qui concerne le **délai de réalisation de la maintenance préventive et du délai de fourniture des luminaires**), 10 %
2. Service après-vente et assistance technique, 20 %
3. Prix des prestations 50 %
4. Expérience et références 20 %

4.3 Renseignements complémentaires portant sur le critère de choix des offres

- | | |
|-------|---|
| 4.3.1 | Pour apprécier le critère « Temps impératif de réponse », il sera tenu compte de la durée correspondant au délai de réalisation de la maintenance préventive et du délai de fourniture des luminaires, indiquée par le candidat dans l'acte d'engagement. |
| 4.3.2 | Pour apprécier le critère « Service après-vente et assistance technique », il sera tenu compte de la durée de maintenance contractuelle gratuite indiquée par le candidat dans l'acte d'engagement. |
| 4.3.3 | Pour apprécier le critère « Prix des prestations », il sera tenu compte de la simulation du décompte établie par la collectivité territoriale. Les prix unitaires figurant dans l'acte d'engagement seront intégrés dans les quantités estimées fictivement et non précisées au présent document. |
| 4.3.4 | Pour apprécier le critère « Expérience et référence », il sera tenu compte des documents remis dans l'offre. |

Section 5 : Réception des plis

5.1 Date et heure limites de réception des plis

Date et heure limites de réception des plis :

Mercredi 4 octobre 2017

Heure : 17 h 00

5.2 Modalités de remise des plis

Le pli cacheté est transmis par le candidat par tout moyen (à l'exception d'une transmission par voie électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir sa confidentialité. Ce pli cacheté doit parvenir à l'adresse figurant en section 1 avant la date et l'heure limites de réception indiquées au point 5.1 ci-dessus. Un pli qui sera remis ou dont l'avis de réception sera délivré après la date et heure limites ne sera pas retenu et sera renvoyé.

CHAQUE PLI CACHETE DOIT :

- **PORTER** la mention « ne pas ouvrir, appel d'offres pour le marché public de services portant sur la maintenance du réseau d'éclairage public et petits travaux d'entretien » ;
- **ETRE CONSTITUE :**
 1. **des pièces relatives à la candidature** mentionnées au point 3.2 de la section 3 du présent règlement de consultation. Si au moment de son offre, le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations, il devra se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics.
 2. **de l'offre constituée des pièces suivantes :**
 - l'acte d'engagement dûment complété et signé par le candidat ;
 - le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) applicables aux marchés de fournitures ou services courants dûment signé par le candidat ;
 - le cahier des clauses techniques (C.C.T.) de maintenance du réseau d'éclairage public dûment complété et signé par le candidat.